



KPMG SA
14 avenue des Droits de l'Homme
ZAC du Champ Chardon
45000 Orléans

*Chambre Régionale de Métiers
et de l'Artisanat du Centre Val de
Loire*

***Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2019
Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat du Centre Val de Loire
28 rue du Faubourg de Bourgogne - 45000 ORLEANS

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Cooperative, une entité de
droit suisse.

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
77572641707365 RCS NANTERRE



KPMG SA
14 avenue des Droits de l'Homme
ZAC du Champ Chardon
45000 Orléans

Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat du Centre Val de Loire

28 rue du Faubourg de Bourgogne - 45000 ORLEANS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat du Centre Val de Loire,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat du Centre Val de Loire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le trésorier le 18 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la chambre à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du premier janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la prise en compte des subventions à recevoir et à reverser aux chambres départementales dans le cadre des activités normales et courantes exercées par la chambre régionale consulaire.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale amenée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la chambre à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la chambre ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Chambre.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la chambre à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Orléans, le 19 mai 2020

KPMG S.A



Benoit Blais

Commissaire aux comptes

Bilan consolidé 2019

| BILAN ACTIF | Exercice 2019 | | | Exercice 2018 |
|---|---------------|---------------|--------------------|--------------------|
| | Brut | Amortissement | Net | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Droit au bail | | | | |
| Autres | 331 243,04 € | 284 841,38 € | 46 401,66 € | 28 293,67 € |
| Logiciel CF | 8 946,32 € | 8 946,32 € | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Agencements et aménagements de terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage à caractère pédagogique | | | | |
| Autres | 125 450,05 € | 103 176,71 € | 22 273,34 € | 27 748,82 € |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Dépréciation des immobilisations (amortissement pour ordre) | | | | |
| Sous total | 465 639,41 € | 396 964,41 € | 68 675,00 € | 56 042,49 € |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et autres formes de participation | | | 667,72 € | 667,72 € |
| Autres | | | | |
| TOTAL I | | | 69 342,72 € | 56 710,21 € |

| BILAN ACTIF | Exercice 2019 | Exercice 2018 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Stocks | | |
| Créances | | |
| Avance sur acquisition immobilisation | | |
| Clients et comptes rattachés | 527 231,69 € | 726 157,38 € |
| Personnel et comptes rattachés | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 121,80 € | 337,41 € |
| Etat et autres collectivités publiques | 847 160,60 € | 878 653,34 € |
| Autres créances | 4 600,80 € | |
| Créances entités publiques CF | 111 370,20 € | |
| Valeurs mobilières de placement | 5 000,00 € | 5 000,00 € |
| Disponibilités | | |
| Comptes courants CRMA | 239 544,98 € | 395 305,82 € |
| Caisse | 1 092,87 € | 820,00 € |
| Compte courant Conseil Formation | 1 072 813,57 € | 502 936,33 € |
| REGULARISATIONS | | |
| Charges constatées d'avance CF | 129 289,11 € | |
| Charges constatées d'avance | 40 658,42 € | 26 341,75 € |
| TOTAL II | 2 978 884,04 € | 2 535 552,03 € |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | |
| TOTAL III | | |
| Primes de remboursement des obligations | | |
| TOTAL IV | | |
| TOTAL GENERAL ACTIF (I+II+III+IV) | 3 048 226,76 € | 2 592 262,24 € |

| BILAN PASSIF | Exercice 2019 | Exercice 2018 |
|--|---------------------|--------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | |
| Apports | | |
| Dotation initiale | 300 000,00 € | 300 000,00 € |
| Dons et legs en capital | | |
| Affectation | | |
| Réserves | | |
| Autres réserves (réserves facultatives) | 39 636,74 € | 39 636,74 € |
| Dépréciation de l'actif (à déduire) | | |
| Report à nouveau (solde créditeur ou débiteur) CRMA | 40 128,80 € | 110 105,48 € |
| Report à nouveau (solde créditeur ou débiteur) Conseil Formation | -330 711,74 € | 288 402,17 € |
| Résultat net de l'exercice (bénéfice ou perte) CRMA | -194 368,00 € | -69 976,68 € |
| Résultat net de l'exercice (bénéfice ou perte) Conseil Formation | 832 482,98 € | -619 113,91 € |
| Subventions d'investissement | 214 443,11 € | 212 463,11 € |
| Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat | -205 160,10 € | -204 500,10 € |
| TOTAL I | 696 451,79 € | 57 016,81 € |

| BILAN PASSIF | Exercice 2019 | Exercice 2018 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Provisions pour risques | 124 691,92 € | 100 448,03 € |
| Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices | | |
| TOTAL II | 124 691,92 € | 100 448,03 € |
| DETTES | | |
| DETTES FINANCIERES | | |
| Emprunts | 42 999,34 € | |
| Avances de l'Etat et autres collectivités territoriales | | |
| Comptes courants créditeurs | | |
| DETTES D'EXPLOITATION | | |
| Fournisseurs | 902 583,36 € | 1 200 395,32 € |
| Fournisseurs d'immobilisations | | |
| Personnels et comptes rattachés | | 84,11 € |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 373 193,63 € | 355 716,90 € |
| Etat et autres collectivités publiques | 80 105,08 € | 24 073,00 € |
| Autres dettes du CF (dont Dossiers en attente de règlement) | 133 080,95 € | 833 648,07 € |
| Conseil de la formation - Excédent à reverser au Trésor Public | | |
| REGULARISATION | | |
| Produits constatés d'avance | 16 500,00 € | 20 880,00 € |
| Produits constatés d'avance CF | 678 620,69 € | |
| TOTAL III | 2 227 083,05 € | 2 434 797,40 € |
| TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III) | 3 048 226,76 € | 2 592 262,24 € |

| Groupe de comptes | Intitulé des comptes | Réalisations 2018 consolidé | Budget rectifié 2019 consolidé |
|--|--|-----------------------------|--------------------------------|
| PRODUITS d'EXPLOITATION | | | |
| 706-708 | Prestations de services | 1 172 934,80 € | 1 303 072 € |
| 741 | Subventions d'exploitation - Etat | 90 006,06 € | 55 125 € |
| 744 | Subventions d'exploitation - Collectivités | 1 344 175,43 € | 1 838 594 € |
| 748 | Subventions d'exploitation - Autres | 11 422,24 € | 139 515 € |
| 757 | Taxe pour frais de C(R)MA- | 6 649 075,00 € | 6 489 549 € |
| 757 | TACFE | 479 373,00 € | 518 831 € |
| 757 | Contribution départementale | 785 086,27 € | 827 000 € |
| 757 | Contribution départementale ME | 393 757,87 € | 125 000 € |
| 748 | Contributions AGEFICE | 0,00 € | 555 000 € |
| | Ressources 2019 consommées 2018 | | -231 390 € |
| 7583 | Annulation CAP | | |
| 758 | Autres produits | 87 915,80 € | 86 500 € |
| 777 | Subventions virées au CR | 660,00 € | 660 € |
| 781 | Reprise sur provisions | 110 423,44 € | 100 500 € |
| 791 | Transfert de charges | 226,41 € | 1 000 € |
| TOTAL des PRODUITS d'EXPLOITATION | | 11 125 056,32 € | 11 808 956 € |
| CHARGES d'EXPLOITATION | | | |
| 606 | Achats fournitures | 15 877,74 € | 22 800 € |
| 610 | Services extérieurs | 542 122,30 € | 530 307 € |
| 620 | Autres services extérieurs | 482 506,35 € | 586 700 € |
| 630 | Impôts, taxes et versements assimilés | 418,11 € | 0 € |
| 641 | Rémunération du personnel | | |
| 645 | Charges sociales | 1 963 518,61 € | 2 254 618 € |
| 641-642 | Indemnités de Congés payés | 12 105,00 € | 0 € |
| 651 | Redevances conces. Licences, logiciels | 6 468,63 € | 57 000 € |
| 653 | Vacations élus | 64 369,55 € | 60 000 € |
| 654 | Créances irrécouvrables | 130,00 € | 0 € |
| 655 | URSSAF Elus | 19 793,97 € | 18 000 € |
| 65611 | Reversement CF Gestion des entreprises | 1 658 866,01 € | 1 068 000 € |
| 65613 | CF Formation des Elus | 13 128,00 € | 99 300 € |
| 65614 | Formation SPI | 5 350,00 € | 600 € |
| 657 | Actions de sensibilisation | | |
| 65 | Reversement Trésor Public | | |
| 657 | Elections | | |
| 657 | Subventions autres | 1 271 758,73 € | 1 746 923 € |
| 657 | Subventions CMAD (DA sup.) | | |
| 658620 | Participation ress. Fonct. CMAD | 5 452 440,00 € | 5 035 058 € |
| 658 | APCMA (ICAP, Fds catastrophe, RM) | 88 110,80 € | 85 000 € |
| 658 | Péréquation | 30 000,00 € | 40 000 € |
| 658 | Frais de gestion CF | | |
| 6588 | Autres participations | 40 896,32 € | 51 000 € |
| 680 | Dotation aux amortissements+provisions | 135 644,56 € | 158 500 € |
| TOTAL des CHARGES d'EXPLOITATION | | 11 803 504,68 € | 11 813 806 € |
| RESULTAT d'EXPLOITATION | | -678 448,36 € | -4 850 € |
| | Produits financiers | 1 526,20 € | 3 000 € |
| | Charges financières | 147,80 € | 150 € |
| RESULTAT FINANCIER | | 1 378,40 € | 2 850 € |
| RESULTAT COURANT | | -677 069,96 € | -2 000 € |
| | Produits exceptionnels | 18 211,72 € | 6 000 € |
| | Charges exceptionnelles | 30 232,35 € | 4 000 € |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | | -12 020,63 € | 2 000 € |
| TOTAL des PRODUITS | | 11 144 794,24 € | 11 817 956 € |
| TOTAL des CHARGES | | 11 833 884,83 € | 11 817 956 € |
| Résultat | | -689 090,59 € | 0 € |

| Réalizations 2019 | | |
|-----------------------|------------------------|------------------------|
| Conseil Formation | Fonctionnement CRMA | Consolidé |
| | 1 270 400,04 € | 1 270 400,04 € |
| | 69 068,00 € | 69 068,00 € |
| | 1 543 907,81 € | 1 543 907,81 € |
| | 40 513,16 € | 40 513,16 € |
| | 6 489 549,00 € | 6 489 549,00 € |
| | 518 831,00 € | 518 831,00 € |
| 1 083 803,10 € | | 1 083 803,10 € |
| 231 079,70 € | | 231 079,70 € |
| 555 177,00 € | | 555 177,00 € |
| | | 0,00 € |
| 3 480,72 € | | 3 480,72 € |
| | 90 852,92 € | 90 852,92 € |
| | 660,00 € | 660,00 € |
| | 100 448,03 € | 100 448,03 € |
| | 90 782,40 € | 2 235,16 € |
| 1 873 540,52 € | 10 215 012,36 € | 12 000 005,64 € |
| | | |
| 1 299,69 € | 20 818,09 € | 20 818,09 € |
| 4 974,97 € | 542 540,08 € | 542 726,67 € |
| 77 615,56 € | 473 220,32 € | 475 556,21 € |
| 9 600,31 € | 397,00 € | 9 997,31 € |
| 5 751,84 € | 2 296 041,37 € | 2 296 041,37 € |
| | 49 718,84 € | 49 718,84 € |
| | 65 568,73 € | 65 568,73 € |
| 1 427,66 € | 66 203,47 € | 66 203,47 € |
| | 80,00 € | 80,00 € |
| | 20 587,96 € | 20 587,96 € |
| 907 208,30 € | | 907 208,30 € |
| 0,00 € | | 0,00 € |
| 600,00 € | | 600,00 € |
| | | |
| | 1 513 589,09 € | 1 513 589,09 € |
| | 5 036 785,00 € | 5 036 785,00 € |
| | 89 906,92 € | 89 906,92 € |
| | 40 000,00 € | 40 000,00 € |
| 32 579,21 € | | 32 579,21 € |
| | 53 556,77 € | 53 556,77 € |
| | 151 978,13 € | 151 978,13 € |
| 1 041 057,54 € | 10 420 991,77 € | 11 373 502,07 € |
| | | |
| 832 482,98 € | -205 979,41 € | 626 503,57 € |
| | | |
| 0,00 € | 1 192,85 € | 1 192,85 € |
| 0,00 € | 54,98 € | 54,98 € |
| 0,00 € | 1 137,87 € | 1 137,87 € |
| 832 482,98 € | -204 841,54 € | 627 641,44 € |
| | | |
| 0,00 € | 17 983,19 € | 17 983,19 € |
| 0,00 € | 7 509,65 € | 7 509,65 € |
| 0,00 € | 10 473,54 € | 10 473,54 € |
| | | |
| 1 873 540,52 € | 10 234 188,40 € | 12 019 181,68 € |
| | | |
| 1 041 057,54 € | 10 428 556,40 € | 11 381 066,70 € |
| | | |
| 832 482,98 € | -194 368,00 € | 638 114,98 € |

| Réalizations 2019 | | | Pour mémoire Budget Propre CRMA 2018 |
|--------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------------------------|
| Budget propre CRMA | Conseil Formation | Flux entrants Flux sortants | |
| 16 232 € | | 1 254 168 € | 40 345 € |
| 30 368 € | | 38 700 € | 48 026 € |
| 135 282 € | | 1 408 626 € | 133 397 € |
| 40 513 € | | | 11 422 € |
| 1 931 595 € | | 5 076 785 € | 1 646 008 € |
| | 1 083 803 € | | |
| | 231 080 € | | |
| | 555 177 € | | |
| | 0 € | | |
| | 3 481 € | | |
| 1 211 € | | 89 642 € | |
| 660 € | | | 660 € |
| 100 448 € | | | 110 423 € |
| 2 235 € | | | 226 € |
| 2 258 544 € | 1 873 541 € | 7 867 921 € | 1 990 507 € |
| | | | |
| 19 518 € | 1 300 € | | 14 708 € |
| 529 855 € | 4 975 € | 7 897 € | 522 546 € |
| 362 377 € | 77 616 € | 35 564 € | 372 195 € |
| 397 € | 9 600 € | | 418 € |
| 1 202 911 € | 5 752 € | 1 087 379 € | 843 400 € |
| 49 719 € | | | 12 105 € |
| 8 769 € | | 56 800 € | 6 469 € |
| 64 776 € | 1 428 € | | 62 421 € |
| 80 € | | | 130 € |
| 20 588 € | | | 19 794 € |
| | 907 208 € | | 0 € |
| | 0 € | | 0 € |
| | 600 € | | 0 € |
| | 0 € | | 0 € |
| | 0 € | | 0 € |
| | 0 € | | 0 € |
| 0 € | | 1 513 589 € | 19 000 € |
| 0 | | 5 036 785 € | 0 € |
| 0 € | | 89 907 € | 195 € |
| 0 € | | 40 000 € | 0 € |
| 0,00 € | 32 579,21 € | | 0 € |
| 53 557 € | | | 40 896 € |
| 151 978 € | | | 135 645 € |
| 2 464 524 € | 1 041 058 € | 7 867 921 € | 2 049 922 € |
| | | | |
| -205 980 € | 832 483 € | 0 € | -59 415 € |
| | | | |
| 1 193 € | | | 1 526 € |
| 55 € | | | 68 € |
| | | 0 € | 0 € |
| 1 138 € | 0 € | 0 € | 1 458 € |
| | | | 0 € |
| -204 842 € | 832 483 € | 0 € | -57 957 € |
| | | | 0 € |
| 17 983 € | | | 18 212 € |
| 7 510 € | | | 30 232 € |
| | | | 0 € |
| 10 474 € | 0 € | 0 € | -12 020 € |
| | | | |
| 2 277 720 € | 1 873 541 € | 7 867 921 € | 2 010 245 € |
| | | | |
| 2 472 088 € | 1 041 058 € | 7 867 921 € | 2 080 222 € |
| | | | |
| -194 368 € | 832 483 € | 0 € | -69 977 € |



Chambre
de **Métiers**
et de l'**Artisanat**

CENTRE-VAL DE LOIRE

Annexe des comptes annuels de
l'exercice clos le
31 décembre 2019

Table des matières

| | | |
|-------|--|----|
| 1 | Faits majeurs | 3 |
| 1.1 | Evènements principaux de l'exercice | 3 |
| 1.2 | Principes, règles et méthodes comptables | 4 |
| 1.3 | Éléments postérieurs à la clôture | 5 |
| 2 | Informations relatives au bilan | 6 |
| 2.1 | Actif | |
| 2.1.1 | Immobilisations incorporelles et corporelles | 6 |
| 2.1.2 | Créances | 8 |
| 2.2 | Passif | 8 |
| 2.2.1 | Variation des fonds propres CRMA | 8 |
| 2.2.2 | Provisions pour risques et charges | 8 |
| 2.2.3 | Dettes financières | 9 |
| 2.2.4 | Autres dettes | 9 |
| 3 | Informations relatives au compte de résultat | 10 |
| 4 | Autres informations | 11 |
| 4.1 | Engagements financiers | 11 |
| 4.2 | Effectif moyen | 11 |
| 4.3 | Engagements pris en matière de retraite | 12 |

1 Faits majeurs

1.1 Evènements principaux de l'exercice

Les faits significatifs survenus au cours de l'exercice 2019 sont les suivants :

- Pour respecter le référentiel comptable du réseau des Chambres de Métiers, les comptes 2019 sont consolidés avec ceux du Conseil de la Formation (CF).

Les comptes du CF sont validés par un comptable public qui assure également les règlements des formations aux demandeurs (artisans ou Chambre de Métiers).

Depuis 2018, la collecte et l'affectation des contributions ont été transférées de la DGFIP à l'ACOSS.

Les contributions ne sont plus versées par douzième au CF mais le sont au fur et à mesure de la collecte. Suite au manque de visibilité quant au versement de ces fonds, le CF a dû suspendre la prise en charge des formations pendant deux mois. Une dotation en provenance de l'AGEFICE d'un montant de 555.177 € a été octroyé au CF mais les fonds n'ont été versés qu'en fin d'année 2019. Cette somme est inscrite en subventions.

Pour 2019, les contributions s'élèvent donc à 1.314.883 €, les reversements aux entreprises ou CMAD à 907.808 €. Après prise en compte des frais de fonctionnement, le résultat ressort positif à 832.483 €.

La CRMA engage des charges pour le fonctionnement du CF, notamment des frais de personnel, frais qui lui sont refacturés.

- La TFCMA est perçue par la CRMA. Le droit additionnel fait l'objet d'une convention signée avec la préfecture de Région. Il a été voté à hauteur de 90% pour 2019, soit son niveau maximum. Les CMAD et la CRMA ont motivé leurs demandes au titre du droit additionnel déplafonné (30%). En fin d'année, chaque demande doit être justifiée. Le droit fixe 2019 s'inscrit à 116 € (% du plafond de Sécurité sociale) en hausse de 2 €.

Les effectifs transmis par la DRFIP font état de 32.131 entreprises dites « classiques » soit un recul de 3.044 par rapport à 2018.

La Région Centre Val de Loire a subi un écrêtement pour la troisième année consécutive, décision unilatérale de l'Etat, sur les reversements de TFCMA réduisant la ressource à 6.489.549 € (6.649.075 € en 2018 soit – 159.526 €).

- La CRMA a également reçu, en 2019, au titre de la Taxe pour frais des micro-entreprises une somme de 518.831 €, soit une hausse de 39.458 €.
- Sur l'intégralité de cette collecte, 5.076.785 € ont été reversés aux CMAD dont 40.000 € au titre de la péréquation (CMA18 et 36 à parts égales).
- La convention relative aux actions économiques fixant les financements du Conseil Régional est régionalisée depuis 2018. La CRMA est la seule interlocutrice pour l'ensemble du réseau de la Région Centre Val de Loire. Il en sera de même pour les financements européens (FEDER). Signée pour un montant total de 836.000 €, le bilan fait ressortir une ressource de 782.693 €.

- Concernant les fonds européens, à l'heure de la clôture des comptes le conventionnement 2019 n'est toujours pas signé. Aucune subvention européenne n'a donc été inscrite pour 2019. La CRMA est toujours en attente de la convention 2018.
- Les subventions perçues par la Chambre régionale et intégralement reversées aux chambres départementales ont été comptabilisées en comptes de produits et de charges. Ces conventions concernent essentiellement :

| | |
|------------------------------|-----------|
| ○ Développeurs Apprentissage | 156.000 € |
| ○ EIT – Région | 8.841 € |
| ○ GPEC - DIRRECTE | 40.000 € |
| ○ Soirée de la Qualification | 23.000 € |
- Personnel
 - Départ du Secrétaire général en mai 2019 et Recrutement d'un nouveau fin août 2019.
 - Demande de mise en disponibilité d'une collaboratrice chargée du Conseil de la Formation en Janvier 2019.
 - Embauche d'une collaboratrice de la CMA du Loiret en février 2019.
 - Poursuite des CDD en cours
 - Détachement d'une collaboratrice chargée de l'URMA auprès de notre instance nationale 15 octobre 2019. Recrutement d'un CDD pour la remplacer début 2020.
 - La CRMA compte 39 salariés au 31/12/2019 correspondant à un effectif « réel » de 17,8 Equivalents temps plein du fait des diverses mises à disposition.
 - Mises à disposition des CMAD vers la CRMA
 - CMA d'Eure-et Loir : Directeur économique (40% sur l'année)
 - CMA d'Indre-et-Loire : Secrétaire générale (20% pour la gestion de l'URMA)
 - CMA du Cher, de l'Indre, du Loir-et-Cher et du Loiret : 10% pour la gestion de dossiers régionaux
 - CMA du Loiret : Chargée des examens Taxi pour la Région (10%)

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de l'Artisanat et de l'arrêté ministériel daté du 20 décembre 2012 qui fixe les modalités d'application du nouveau référentiel comptable applicable dans tout le réseau des CMA à compter du 1^{er} janvier 2012.

Provision pour Départ à la retraite

La CRMA a comptabilisé une dotation aux provisions pour départ à la retraite, imposée par le nouveau référentiel comptable applicable à l'ensemble du réseau des CMA. Figure en reprise sur provision la dotation 2018.

L'indemnité est égale à 30 points d'indice (actuellement 5,21 €) par année d'ancienneté avec un minimum de dix années et un maximum de trente.

Montants inscrits en 2019 :

| | Dotation 2019 | Reprise 2019 (Calcul au 31/12/2018) |
|------|---------------|--|
| CRMA | 124.691,92 € | 100.448,03 € |

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

1.3 Eléments postérieurs à la Clôture

Après la clôture de l'exercice, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la COVID-19 (maladie à coronavirus 2019) pouvait être qualifiée de « pandémie ». Cette annonce a déclenché la mise en place d'une série de mesures de santé publique et de mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. La durée et les incidences de la COVID-19 restent inconnues. A la date d'arrêt des comptes, la CRMA n'est pas en mesure d'estimer l'impact de l'épidémie de COVID19 sur ses résultats financiers et sur les périodes futures.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Actif

2.1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévu de chaque bien :

| | |
|--------------------------------------|---------|
| Immobilisations incorporelles | 3 ans |
| Matériels informatiques : | 3 ans |
| Matériel de bureau : | 3-5 ans |
| Mobilier de bureau : | 10 ans |
| Autres immobilisations corporelles : | 5 ans |

Immobilisations CRMA

| | 31/12/2018 | Entrées | Sorties | 31/12/2019 |
|--------------------------------------|------------|---------|---------|------------|
| <u>Immobilisations Incorporelles</u> | | | | |
| Licences, Mutualisation | 258.026 | 37.650 | 0 | 295.676 |
| Site Internet | 24.587 | 0 | 0 | 24.587 |
| Réseau VPN | 10.980 | | 0 | 10.980 |
| Sous-total | 293.593 | 37.650 | 0 | 331.243 |
| <u>Immobilisations corporelles</u> | | | | |
| Agencements | 6.362 | 0 | 0 | 6.362 |
| Matériel de transport | 17.031 | | 0 | 17.031 |
| Matériel de bureau | 756 | 684 | 0 | 1.440 |
| Matériel informatique | 85.368 | 1.585 | 0 | 86.953 |
| Visioconférence | 3.789 | 0 | 0 | 3.789 |
| Mobilier | 8.968 | | 0 | 8.968 |
| Divers | 907 | 0 | 0 | 907 |
| Immobilisations en cours | 0 | | 0 | 0 |
| Sous-total | 123.181 | 2.269 | 0 | 125.450 |
| Total | 416.774 | 39.919 | 0 | 456.693 |

Immobilisations Conseil de la Formation

| | | | | |
|--|-------|---|---|-------|
| <u>Immobilisations Incorporelles</u> Logiciel | 8.946 | 0 | 0 | 8.946 |
|--|-------|---|---|-------|

Amortissements des immobilisations de la CRMA

| | 31/12/2018 | Entrées | Sorties | 31/12/2019 |
|--------------------------------------|------------|---------|---------|------------|
| <u>Immobilisations Incorporelles</u> | | | | |
| Licences, Mutualisation | 236.443 | 15.882 | 0 | 252.325 |
| Site Internet | 24.587 | - | 0 | 24.587 |
| Réseau VPN | 4.270 | 3.660 | 0 | 7.930 |
| Sous-total | 265.300 | 19.542 | 0 | 284.842 |
| <u>Immobilisations corporelles</u> | | | | |
| Agencements | 1.325 | 636 | 0 | 1.961 |
| Matériel de transport | 1.327 | 3.166 | 0 | 4.494 |
| Matériel de bureau | 756 | 57 | 0 | 813 |
| Matériel informatique | 78.674 | 3.809 | 0 | 82.483 |
| Visioconférence | 3.789 | 0 | 0 | 3.789 |
| Mobilier | 8.653 | 76 | 0 | 8.730 |
| Divers | 907 | 0 | 0 | 907 |
| Immobilisations en cours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 95.432 | 7.744 | 0 | 103.176 |
| Total | 360.732 | 27.286 | 0 | 388.018 |

Amortissements des Immobilisations du Conseil de la Formation

| | | | | |
|--|-------|---|---|-------|
| <u>Immobilisations Incorporelles</u> Logiciel | 8.946 | 0 | 0 | 8.946 |
|--|-------|---|---|-------|

2.1.2 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Toutes les créances sont exigibles à moins d'un an. Cependant, le délai de paiement des organismes publics, compte tenu des contrôles effectués par différents services, peut dépasser ce délai.

2.2 Passif

2.2.1 Variation des fonds propres consolidé CRMA et Conseil de la Formation

| Libellé | 31/12/2018 | Résultat de l'exercice | Affectation résultat exercice précédent | Subventions de l'exercice 2019 | Quote-part Subventions virées CR | 31/12/2019 |
|-------------------------------|---------------|------------------------|---|--------------------------------|----------------------------------|----------------|
| Dotation initiale | 300.000 | | | | | 300.000 |
| Autres réserves | 39.637 | | | | | 39.637 |
| Report à nouveau | 398.508 | | -689.091 | | | -290.583 |
| Résultat net de l'exercice | -689.091 | + 832.483 - 194.368 | +689.091 | | | + 638.115 |
| Subvention d'invest. DA supp | 212.463 | | | 1.980 | | 214.443 |
| Subvention d'invest. Etat | 0 | | | 0 | | 0 |
| Subv. invest. Région virée CR | -204.500 | | | | -660 | -205.160 |
| Subv. Invest. Etat virée CR | 0 | | | | | 0 |
| Capitaux propres | 57.017 | 638.115 | 0 | 1.980 | -660 | 696.452 |

2.2.2 Provisions pour risques et charges

Aucun litige n'est né dans l'exercice.

2.2.3 Dettes financières

Un emprunt destiné au financement de la refonte du site Internet et de la mise en place d'Office 365 pour l'ensemble de la Région a été contracté auprès de la Banque populaire Val de France :

| | |
|-----------|-----------|
| ✓ Capital | 100.000 € |
| ✓ Durée | 3 ans |
| ✓ Taux | 0.70% |

Comme cela est stipulé dans le contrat, les fonds ne sont débloqués qu'au fur et à mesure du paiement des factures relatives aux investissements dédiés. Ainsi en 2019, 48.500 € ont été débloqué en date du 22 octobre 2019.

Le capital remboursé en 2019 s'élève à 5.500,66 €.

2.2.4 Autres dettes

Toutes les autres dettes sont exigibles à moins d'un an.

3 Informations relatives au compte de résultat

Détail des charges sur exercices antérieurs : **7.347,50 €**

| | |
|--|------------|
| - Factures 2018 non comptabilisées | 3.002,10 € |
| - Facture CMA45 participation comptabilisée 2 fois | 1.500,00 € |
| - Régularisation Subvention DA supp VPN | 1.980,00 € |
| - Divers Ecart Subventions années antérieures | 865,40 € |

Détail des produits sur exercices antérieurs : **17.981,73 €**

| | |
|--|------------|
| - r2GUL Remboursement CNPF Formations agents | 4.715,81 € |
| - Ecart subventions reversées années antérieures | 4.930,19 € |
| - Subvention GEOQUAL 2014 JAMAIS UTILIS2E | 4.380,00 € |
| - Factures non émises en 2018 | 3.928,46 € |
| - Régul Cotisations Mutuelle d'un agent | 27,27 € |

Détail des provisions

Provision pour départ à la retraite

| 31/12/2018 | Dotation aux Provisions | Reprise sur provisions | 31/12/2019 |
|--------------|-------------------------|------------------------|--------------|
| 100.448.03 € | 124.692.92 € | 100.448.03 € | 124.692.92 € |

4 Autres informations

4.1 Engagements financiers

| | N | N - 1 |
|----------------------------|---|-------|
| Engagements donnés | | |
| Avals | | |
| Cautions | | |
| Hypothèques | | |
| Effets escomptés non échus | | |
| Autres | | |
| Engagements reçus | | |
| Avals | | |
| Cautions | | |
| Autres | | |

Néant

4.2 Effectif (au 31 décembre 2018)

| | Personnel salarié | Dont Personnel mis à disposition vers CMAD totalement ou partiellement |
|-----------------------------------|-------------------|--|
| Cadres | 23 | 15 |
| Agents de maîtrise et Techniciens | 15 | 8 |
| Employés | 1 | 1 |
| Total | 39 | 24 |

L'effectif « réel » de la CRMA est de 16,7 équivalents temps plein à la date du 31 décembre 2019.

On peut y ajouter les mises à disposition des personnels des CMAD vers la CRMA pour un total de 1,1 ETP.

4.3 Engagements pris en matière de retraite

| Engagements retraite | Provisionné | Non provisionné | Total |
|---|--------------|-----------------|--------------|
| I. D. R. | 124.691,92 € | 0 | 124.691.92 € |
| Engagements de pension à d'anciens dirigeants | 0 | 0 | 0 |
| Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite | 0 | 0 | 0 |

Conformément à l'article 37 des statuts du personnel, une indemnité de fin de carrière proportionnelle à la durée de service est versée aux agents ayant plus de dix ans de présence, égale à trente points d'indice par douze mois de présence limitée à trente ans.